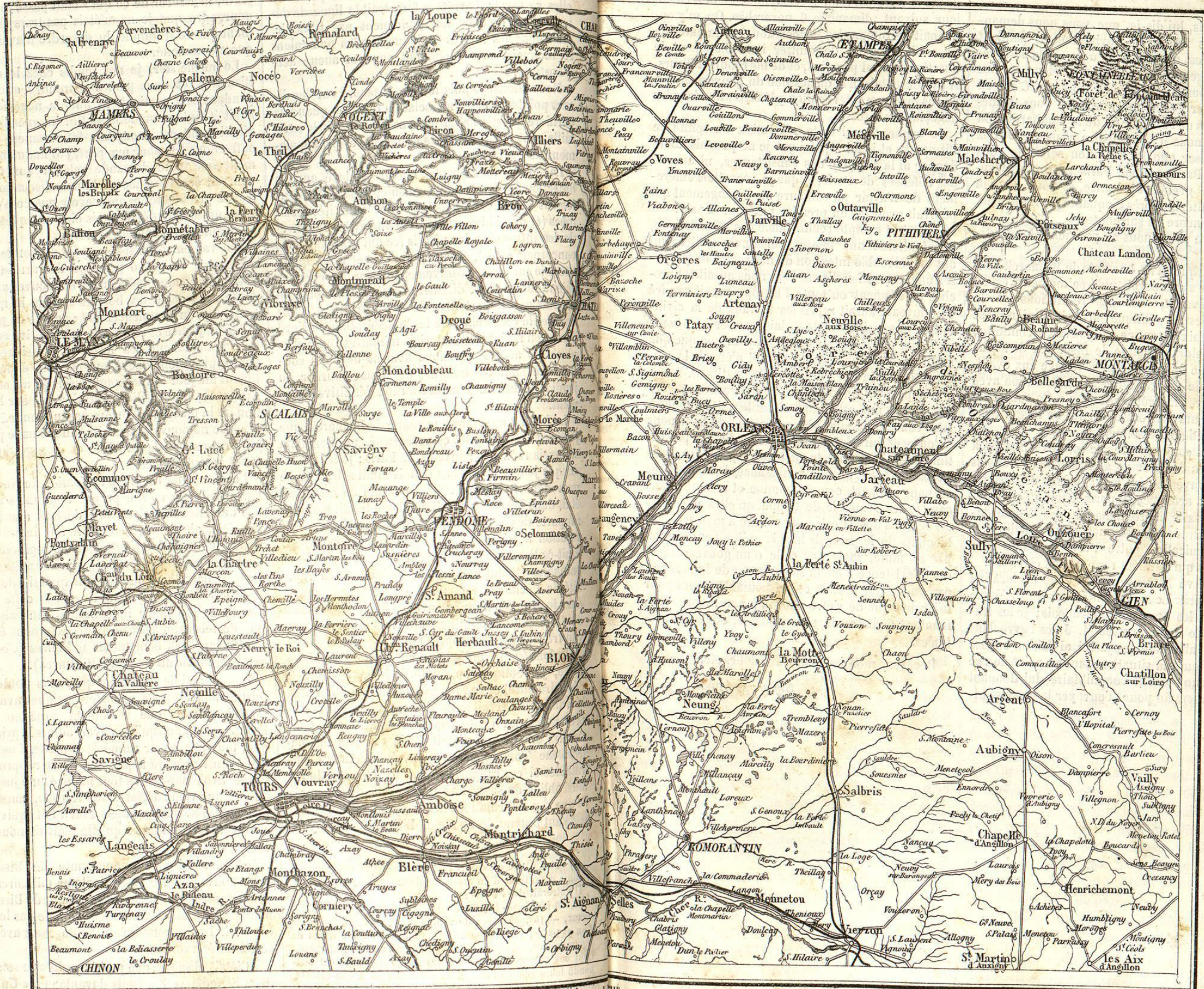


CARTE POUR SERVIR A L'INTELLIGENCE DES OPERATIONS DES ARMÉES DE LA LOIRE



diatement le chancelier de la Confédération du Nord.

« C'est Paris, lui dis-je, que vous nous demandez : car nous refusons le ravitaillement pendant l'armistice, c'est nous prendre un mois de notre résistance ; exiger de nous un ou plusieurs de nos forts, c'est nous demander nos remparts. C'est, en fait, demander Paris, puisque nous vous donnerions le moyen de l'affamer ou de le bombarder. En traitant avec nous d'un armistice, vous ne pouviez jamais supposer que la condition serait de vous abandonner Paris même, Paris notre force suprême, notre grande espérance, et pour vous la grosse difficulté, qu'après cinquante jours de siège, vous n'avez encore pu surmonter. »

Arrivés à ce point, nous ne pouvions plus continuer.

Je fis remarquer à M. le comte de Bismarck qu'il était facile de s'apercevoir qu'à ce moment l'esprit militaire prévalait, dans les résolutions de la Prusse, sur l'esprit politique qui avait dernièrement conseillé la paix et tout ce qui pouvait y conduire ; je demandai alors au comte de Bismarck de faciliter encore une fois de plus mon voyage aux avant-postes, afin de me consulter sur la situation avec M. Jules Favre ; il y consentit avec cette courtoisie que j'ai toujours rencontrée en lui en ce qui concerne les relations personnelles.

En prenant congé de moi, le comte de Bismarck m'a chargé de déclarer au gouvernement français que, si le gouvernement avait le désir de faire les élections sans armistice, il permettrait qu'on les fit avec une parfaite liberté dans tous les lieux occupés par les armées prussiennes, et qu'il faciliterait toute communication entre Paris et Tours pour toutes choses qui auraient rapport aux élections.

J'ai conservé le souvenir de cette déclaration dans mon esprit. Le lendemain, 5 novembre, je me dirigeai vers les avant-postes français ; je les traversai afin de conférer avec M. Jules Favre dans une maison abandonnée ; je lui ai fait un exposé complet de toute la situation, tant au point de vue politique qu'au point de vue militaire, lui donnant jusqu'au lendemain pour m'envoyer la réponse of-

ficielle du gouvernement, et lui indiquant le moyen de me la faire parvenir à Versailles. Je la reçus le jour suivant, dimanche 6 novembre. On m'y ordonnait de rompre les négociations sur la question du ravitaillement, de quitter immédiatement le quartier général prussien, et de me rendre à Tours, si j'y consentais, à la disposition du gouvernement, en cas que mon intervention pût être utile dans les négociations futures.

Je communiquai cette résolution au comte de Bismarck, et je lui répétai que je ne pouvais abandonner ni la question des subsistances, ni aucune des défenses de Paris, et que je regrettais amèrement de n'avoir pu conclure un arrangement qui pourrait avoir été un premier pas pour la paix.

Tel est le compte rendu fidèle des négociations, que j'adresse aux quatre puissances neutres qui ont eu la louable intention de désirer et de proposer une suspension d'armes qui nous aurait rapprochés du moment où toute l'Europe aurait respiré de nouveau, aurait repris les travaux de la civilisation, et aurait cessé de se laisser aller à un sommeil sans cesse troublé par la frayeur que quelque accident lamentable ne surgisse et n'étende la conflagration de la guerre sur tout le continent.

Il appartient maintenant aux puissances neutres de juger si une attention suffisante a été donnée à leur conseil ; je suis sûr que ce n'est pas à nous qu'on peut faire le reproche de ne l'avoir pas estimé aussi haut qu'il le méritait. Après tout, nous les faisons juges des deux puissances belligérantes ; et, pour ma part, comme homme et comme Français, je les remercie de l'appui qu'elles m'ont accordé dans mes efforts pour rendre à mon pays les bienfaits de la paix, de la paix qu'il a perdue, non par sa faute, mais par celle d'un gouvernement dont l'existence a été la seule erreur de la France : car c'a été une grande et irréparable erreur pour la France que de s'être choisi un pareil gouvernement, et de lui avoir, sans contrôle, confié ses destinées.

Recevez, monsieur l'ambassadeur, etc.

Signé : A. THIERS.

CHAPITRE IX

LA VICTOIRE DE COULMIERS

État de la province avant l'arrivée de Gambetta. — Arrivée de Gambetta à Tours. — Son influence sur la réorganisation militaire. — Fabrication des armes et des munitions. — Garibaldi en France. — Proclamation de Gambetta après la capitulation de Metz. — La levée en masse et la mobilisation. — Formation de l'armée de la Loire. — Le général d'Aurelles de Paladine. — Premiers engagements sous Orléans. — La bataille de Coulmiers. — Les Prussiens évacuent Orléans. — La France relevée. — Inaction après Coulmiers. — DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES.

Pour expliquer comment une armée française en quelque sorte improvisée, et composée de troupes peu aguerries, réussit à vaincre l'armée que commandait le général von der Tann, il faut remonter jusqu'à l'organisation même de la défense nationale en province. Les gens qui ont intérêt à faire croire au pays que la République est responsable de la plus grande partie de nos maux ont, depuis un an, tant de fois accusé et calomnié ceux qui ont, même en désespérés, continué la résistance, qu'il est bon, qu'il est utile et patriotique de rechercher sur quels fondements reposent leurs accusations. Sans doute, beaucoup de fautes furent commises, et, fidèle à notre programme, nous ne les taisons pas. Mais de quelles consolations morales la patrie n'est-elle point redevable à ceux qui, prenant en main son épée brisée, surent la retremper, pour ainsi dire, et la rendre redoutable encore à l'étranger ! Oui, si la France vaincue a le droit de relever encore le front et de garder sa fierté, elle le doit aux hommes qui, lorsque tout était perdu, crurent fermement et firent croire un moment à la France et au monde que tout pouvait être sauvé. Sans doute, après l'anéantissement des armées impériales, la nation, désarmée, pouvait difficilement triompher d'un ennemi supérieur en nombre, admirablement commandé, admirablement outillé surtout et rendu sûr de lui-même par des succès inespérés pour lui. Mais fallait-il donc s'humilier devant ce vainqueur, et accepter, au lendemain de Sedan, ses conditions, qui étaient déjà, — quoi qu'on en ait dit, — l'abandon de deux provinces françaises ?

Non, certes, non, et cela est si vrai que les plus acharnés adversaires de la défense s'y prêtèrent alors, après septembre, avec une docilité qui n'a d'égale que leur rancune irritée d'aujourd'hui. La

tâche entreprise par la République improvisée était malheureusement disproportionnée avec les ressources dont elle pouvait disposer. L'humble bon sens dira que si la France n'était pas préparée à la guerre en juillet, elle l'était bien moins encore en septembre. L'empire la laissait sans ressources, à la merci de l'ennemi. Pour résister, il fallait tout inventer, tout créer, tout improviser. Lorsque, le 16 septembre, la délégation du gouvernement arriva à Tours, il n'existait plus, dit M. de Freycinet dans son livre, *la Guerre en province*, un seul régiment d'infanterie ni de cavalerie ; point d'artillerie ; on ne comptait, à ce moment, — le croira-t-on ? — dans toute la France, que six pièces prêtes à entrer en ligne ; « les autres manquaient de leurs attelages, de leur personnel et beaucoup de leurs affûts. » Et cependant un mois après une armée nouvelle pouvait résister, comme nous l'avons vu, devant Orléans. La délégation de Tours ne s'était pourtant pas distinguée par son activité et son énergie. Un témoin de l'installation de ces vieillards dans la ville de Tours, M. Armand Rivière (1), nous a montré combien peu de prestige avaient les triumvirs Glais-Bizoin, Crémieux et l'amiral Fourichon, honnêtes gens écrasés sous leur tâche. Le pays demeurait paisible sous leur administration pacifique, et on ne sentait, dans les affaires, aucune impulsion, aucune direction mâle. Il fallut l'arrivée soudaine de Gambetta pour donner de l'énergie à cette délégation, qui semblait assister en spectatrice à l'invasion du pays.

La France aime à la fois l'audace et le romantique. Elle a payé cher plus d'une fois ce goût par-

(1) Voyez son livre : *Le gouvernement de la défense nationale à Tours*.